

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Crise de l'élevage

Les campagnes demain sans éleveurs ?

- Economie -

Date de mise en ligne : mardi 20 octobre 2015

Démocratie & Socialisme

Nous publions ici un article paru dans le numéro de septembre de la revue Démocratie&Socialisme

Toujours plus d'animaux et une production intensive. Des prix à la baisse. Le poids de l'aliment, prédominant dans le coût, soumis aux variations boursières. Fluctuation des cours. Jeu de la spéculation. La financiarisation impose ses lois. La concurrence à tout va entraîne une baisse continue des prix de vente qui réduisent la valeur ajoutée à néant.

Les éleveurs n'ont pour vivre que des miettes. Leur travail n'est pas ou que bien peu rémunéré. Depuis des années ce constat, en France notamment, accuse le système d'une agriculture dite performante qui n'a de cesse de se "moderniser". Ne parlons pas de crise. Structurellement autophage l'agriculture est aux mains de l'industrie agroalimentaire, au service des banques. La course à la mécanisation, à la robotisation minimise la main d'oeuvre. Et les tonnes produites dégagent des centimes. Toujours plus grand, toujours plus rapide. Les investissements croissent, les dépenses augmentent, le déficit se creuse, l'endettement s'envole. La rentabilité n'est pas au rendez-vous. Les éleveurs disparaissent.

Faute d'une politique au service des hommes, le productivisme à tout crin nie les lois de la nature. La technicité contribue au rendement et participe de la dégradation de la biosphère. L'écosystème, non pris en compte, réagit brutalement et génère des violences à n'en plus finir. Le dérèglement climatique, fortement lié à l'activité humaine, modifie considérablement les conditions d'élaboration de la nourriture nécessaire à la vie de la population humaine à l'échelle de la planète.

L'actualité témoigne des aléas du travail et de la vie des éleveurs. Après l'alerte vient le temps des affrontements. Le recours aux décideurs est à la recherche d'interlocuteurs. Industriels-transformateurs-distributeurs. Et le politique ? Dans ce monde de libre échange, les prix sont fixés par la "loi" du marché. La concurrence joue à plein. Toute surproduction inexorablement provoque un effondrement généralisé. Le refus réitéré de toute régulation ne peut que conduire à la situation actuelle.

Et on ne se pose pas la question des méfaits du modèle imposé tant par les responsables de la corporation paysanne que par les dirigeants successifs du pays. L'avenir n'est pas dans les déclarations et les choix conjoints de Xavier Beulin [\[1\]](#) et du ministre en charge de l'agriculture. Tous deux emblématiquement renforcent la cogestion co-construite pendant des décennies. Fruit du conservatisme revendiqué, garant de la liberté d'entreprendre, pour le profit des tireurs de ficelles... Prémisses de l'inéluctable faillite. La course effrénée au gigantisme dans le vain espoir du profit est cause de catastrophes annoncées.

Une agriculture alternative est possible dans le maelström économique qui cadre l'activité humaine. Le capitalisme n'interdit pas l'organisation d'une production régulée plutôt que débridée. Des règles régissant production, flux et échanges existent (ou ont existé). Une régulation assumée ajustant la production aux besoins est possible. La démocratie et le bien vivre sont le bénéfice d'une organisation collective volontariste.

Non aux jacqueries sans débouchés. Construisons, citoyens et paysans réunis, un monde solidaire producteur de richesses partagées équitablement réparties. La production de nourriture abondante, goûteuse, saine et de bonne qualité nutritive est liée aux choix des conditions de production soutenable, ici (en France) et maintenant comme demain et partout à la surface de notre Terre.

[1] Dirigeant de la FNSEA